

ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LES PROJETS DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET DES EAUX PLUVIALES

ENQUÊTE PUBLIQUE DU 26 août au 27 septembre 2019

ARRÊTE LORIENT AGGLOMERATION du 12 juillet 2019

Rapport du commissaire enquêteur

Sommaire

1-Objet de l'enquête publique	2
1.1-Situation de la commune	2
1.2-L'objet de l'enquête	2
1.2.1-La modification du zonage d'assainissement des eaux usées	2
1.2.2-L'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales	2
1.2.3- Les différentes étapes de la procédure.....	2
2-Présentation des projets	3
2.1- Le projet de modification du zonage d'assainissement eaux usées	3
2.1.1- L'assainissement collectif.....	3
2.1.2-L'assainissement non collectif,.....	3
2.1.3-Etude de réactualisation de la carte de zonage : Méthode utilisée	3
2.1.4-Incidences du zonage	4
2.2- Le projet d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales	4
4-Organisation et déroulement de l'enquête	6
4.1-Organisation de l'enquête	6
4.2-Composition du dossier d'enquête.....	6
4.3-Publicité et affichage.....	7
4.3.1. Parution dans la presse	7
4.3.2. Affichage de l'avis d'enquête	7
4.3.3. Annonce sur le site internet de la commune et de Lorient Agglomération.....	8
4.4-Déroulement de l'enquête publique.....	8
4.5-Bilan de l'enquête	8
5-Examen des observations du public.....	9
5.1-Résumé des observations	9
5.2-Procès verbal de synthèse.....	9
5.3-Questions du commissaire enquêteur au maitre d'ouvrage	9
5.3.1-Le zonage d'Assainissement Collectif	9
5.3.1.1-Site de Kerchopine :	9
5.3.1.2-Secteurs Sud-est et Nord-ouest du bourg :	9
5.3.2- Assainissement Non Collectif	9
5.3.2.1-Site de la crêperie des étangs et abords :	9
5.3.2.2-Fonctionnement des installations :	10
Pièce jointe : Mémoire en réponse au procès verbal d'enquête	10

1-Objet de l'enquête publique

1.1-Situation de la commune

Calan se situe en région Bretagne, en partie Ouest du département du Morbihan. Au sein de l'aire urbaine de Lorient, en bordure de l'axe Lorient-Roscoff, la commune de Calan s'étend sur 1 229 hectares et compte 1 087 habitants.

Elle se situe à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Lorient, dans le canton de Guidel.

Les communes limitrophes sont :

- Plouay au Nord,
- Lanvaudan à l'Est,
- Inzinzac-Lochrist au Sud-est,
- Cléguer à l'Ouest.

Calan fait partie, depuis le 1er janvier 2014, de Lorient Agglomération qui comprend 25 communes et 206 982 habitants (INSEE population totale 2013) et qui exerce ses compétences dans les domaines suivants :

- Développement économique (parc d'activités, portage et accompagnement de projets) ;
- Organisation des transports collectifs (acquisition de bus, définition du réseau) ;
- Collecte, traitement et valorisation des déchets ménagers ;
- Production d'eau potable, distribution, assainissement ;
- Protection, mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie ;
- Construction et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire (Cité de la voile Eric Tabarly, golfs, patinoire, espaces découvertes, ...) ;
- Développement touristique et maritime (ports de plaisance, pôle course au large, centres nautiques, ...) ;
- Habitat et cohésion sociale (Programme Local de l'Habitat, subvention à des programmes définis) ;
- Développement de l'enseignement supérieur et de la recherche (financement de l'Université et de l'École d'ingénieurs, ...).

1.2-L'objet de l'enquête

Cette enquête concernant les projets de zonage d'assainissement des eaux usées et pluviales est menée conjointement avec l'enquête sur la révision générale du PLU de la commune.

1.2.1-La modification du zonage d'assainissement des eaux usées

Le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Calan en vigueur a été approuvé par la délibération du conseil municipal de la commune le 12 septembre 2008, prise en même temps que l'approbation du PLU. La commune de Calan a lancé la révision générale de son PLU. Il est donc nécessaire de mettre en cohérence le zonage d'assainissement des eaux usées avec les secteurs constructibles prévus au projet de PLU. C'est Lorient agglomération qui a, depuis janvier 2012, la compétence eau et assainissement, qui organise l'enquête publique.

1.2.2-L'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales

Lorient Agglomération a la compétence eaux pluviales depuis le 1^{er} janvier 2018 pour les zones U et AU des PLU. L'agglomération a décidé, au vu des projets d'urbanisation de la commune, d'élaborer ce zonage d'assainissement des eaux pluviales et de présenter ce projet à l'enquête publique.

1.2.3- Les différentes étapes de la procédure

- Délibération du conseil communautaire de Lorient Agglomération du 17 avril 2018 décidant le lancement de la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Calan.
- Délibération du conseil communautaire de Lorient Agglomération du 26 juin 2018 approuve les projets de zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la commune de Calan et décide de soumettre ces projets à enquête publique.

- Arrêté, du 12 juillet 2019, de M. le Président de Lorient agglomération prescrivant l'enquête publique relative aux projets de zonages d'assainissement des eaux usées et pluviales de la commune de Calan.

2-Présentation des projets

2.1- Le projet de modification du zonage d'assainissement eaux usées

2.1.1- L'assainissement collectif

La commune de Calan dispose d'un réseau d'assainissement collectif séparatif gravitaire d'un linéaire de 8 km et d'un réseau de refoulement de 2,6 Km. Il dessert 252 abonnés (en 2017), soit 678 habitants estimés.

Quatre postes de refoulement assurent le transfert des eaux usées, en direction de la station d'épuration de la commune limitrophe de Plouay, car celle de Calan était devenue trop exigüe. Cette dernière a été démantelée en 2017 et le site remis en état.

La station d'épuration de Plouay, mise en service en 1981 puis agrandie en 2009, dispose d'une capacité de 12 300 équivalents-habitants (EH). Elle est de type boue activée, avec un rejet dans le ruisseau de Saint-Sauveur, affluent du Scorff.

L'exploitation et l'entretien des réseaux sont réalisés en régie par Lorient Agglomération.

2.1.2-L'assainissement non collectif,

Calan compte 194 installations d'ANC au total.

Sur les 194 installations contrôlées :

- 66 installations, récentes et de plus de 4 ans, présentent un bon fonctionnement (soit 34,10% des installations),
- 116 installations (soit 59,8% des installations) sont dites acceptables, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas conformes aux normes actuelles mais que leur système à un fonctionnement correct a aléatoire, sans qu'une pollution pour le milieu récepteur soit démontrée. 78 installations sont cependant identifiées comme acceptables avec un risque de pollution ou sur la salubrité,
- 12 installations (soit 6,2%) sont dans un état « non acceptable ». Cela signifie que le système d'ANC est potentiellement source de pollution pour le milieu récepteur ou qu'un rejet direct d'effluents non traités au milieu récepteur est observé.

Ces résultats sont complétés au fur et à mesure de l'avancement des contrôles réalisés par le SPANC. Le contrôle de fonctionnement intervient tous les 6 ans.

Le service est aujourd'hui assuré en régie par Lorient Agglomération.

Une étude spécifique à la parcelle est indispensable pour déterminer le type d'assainissement à mettre en œuvre par propriété.

2.1.3-Etude de réactualisation de la carte de zonage : Méthode utilisée

Le développement urbain de Calan nécessite de revoir le zonage d'assainissement de certains secteurs.

1. Dans un premier temps, il convient d'intégrer au zonage d'assainissement collectif les parcelles désormais desservies par le réseau d'assainissement collectif. Il s'agit des secteurs du lotissement Le Laennec sur la route des étangs et du lotissement de Parc Bras. Quelques habitations dispersées et situées dans le zonage non collectif ont également été raccordées.
2. Dans un second temps, il convient de supprimer du zonage collectif les parcelles qui n'ont plus lieu d'y être, notamment une partie du lotissement de Kerbrimot, rue Marc Le Floch et quelques parcelles route Guervihan.

Les principales raisons sont :

- l'absence de projet de développement urbain du secteur ou des secteurs voisins,
- techniques et financières (topographie défavorable au raccordement),
- le bon fonctionnement de l'assainissement autonome actuel.

Les hameaux, éloignés des zones desservies par le réseau d'assainissement collectif, ne feront pas l'objet d'extension d'urbanisation et ne présentent pas de contraintes majeures empêchant la mise en œuvre d'assainissement non collectif. Ils ne feront donc pas l'objet d'une modification de zonage et resteront en zonage d'assainissement non collectif.

2.1.4-Incidences du zonage

Suite à demande d'examen au cas par cas reçue le 28 février 201, par décision MRAe 2018-006379 du 6 novembre 2018 la mission régionale d'Autorité environnementale dispense le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Calan d'évaluation environnementale.

Les incidences du zonage sont de 2 ordres :

- Une incidence sur la station d'épuration : les projets de développement d'urbanisation prévu au PLU de la commune augmenteront le volume d'effluents arrivant à la station.

L'évolution de la population sur le secteur raccordé à la station d'épuration de Plouay a été évaluée à 404 équivalents habitants (120 logements) pour la commune de Calan et 1231 équivalents habitants (535 logements) pour la commune de Plouay.

A l'horizon 10 ans, ce sont donc 7082 équivalents habitants devant être raccordés au total sur la station de Saint-Sauveur, pour une capacité de 12 300 EH. La charge organique entrante sera équivalente à 58 % de la capacité de la station d'épuration. Les équipements permettront de traiter le flux de pollution supplémentaire lié aux évolutions de l'urbanisation.

- incidence sur l'organisation du service : le zonage proposé n'est pas de nature à remettre en question le fonctionnement actuel de la Direction Eau et Assainissement de Lorient Agglomération.

2.2- Le projet d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales

Au vu des projets d'urbanisation définis dans le PLU de la commune de Calan et de l'impact de l'imperméabilisation des sols sur le réseau d'eaux pluviales et le milieu récepteur, Lorient Agglomération a décidé d'engager une réflexion sur la maîtrise et la gestion des eaux pluviales.

Le territoire de la commune est concerné par le SAGE Blavet et le SAGE Scorff ; il n'est impacté par aucune zone protégée : ZNIEFF, directives oiseaux, directive habitat. Les exutoires du réseau pluvial canalisé des différents bassins versants rejettent dans les cours d'eau suivant :

- Ruisseau de Kergonano (Blavet),
- Ruisseau du Moulin de Kerollin (blavet),
- Ruisseau du Crano (Scorff).

Les zones humides représentent 102,6 ha soit 8.3% du territoire communal.

La compétence eaux pluviales urbaines a été transférée à Lorient Agglomération depuis le 1^{er} janvier 2018. La commune reste gestionnaire des réseaux existants en dehors des zones U et AU des plans Locaux d'Urbanisme et des fossés.

Le réseau pluvial est composé de 7 km de canalisations, 5 km de fossés et de 140 avaloirs environ au niveau des zones étudiées. Il n'existe pas sur la commune de bassin tampon.

Dans le cadre de la révision du PLU la commune impose un traitement des eaux pluviales à la parcelle avec rétention et régulation pour limiter les rejets au domaine public.

Les documents de planification de niveau supérieur : SDAGE, SAGE, SCoT imposent pour les secteurs à urbaniser des ouvrages de régulation de débit avant raccordement au réseau pluvial existant.

Suite à demande d'examen au cas par cas reçue le 6 septembre 2018, par décision MRAe 2018-006380 du 6 novembre 2018 la mission régionale d'Autorité environnementale dispense le projet d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Calan d'évaluation environnementale.

La politique de maîtrise des ruissellements a pour objectif de ne pas aggraver, et progressivement d'améliorer, les conditions d'écoulement par temps de pluie dans les réseaux.

La règle générale est la suivante :

La commune de Calan a choisi de limiter les débits supplémentaires rejetés aux réseaux (correspondant à l'imperméabilisation liée aux nouvelles constructions).

- Les eaux pluviales doivent être régulées en cas de nouvelle construction ou d'extension significative (plus de 100 m² de surface imperméabilisée supplémentaire).
 - A l'échelle d'un projet d'urbanisation (secteurs U ou AU du PLU) comprenant plus d'un bâtiment, la régulation sera globale et s'appliquera à l'ensemble du bassin versant intégrant le projet,
 - A l'échelle d'une parcelle privée, pour tout bâtiment d'habitation collective ou tout bâtiment individuel dont l'emprise au sol du bâti et des surfaces imperméabilisées est supérieur à 100 m², un volume de rétention sera imposé afin de tamponner les débits et de différer leur restitution au réseau principal.
- Les rejets d'eaux pluviales dans les réseaux d'assainissement d'eaux usées soit strictement interdits.
- La gestion des eaux pluviales à la parcelle sera à privilégier.
- Conformément au futur SCoT, l'imperméabilisation des sols devra être limitée le plus possible particulièrement en zones inondables, en privilégiant :
 - L'infiltration lorsque c'est possible,
 - Le piégeage des eaux pluviales à la parcelle,
 - Les techniques alternatives au tout tuyau

Règles relatives aux zones urbaines :

Les eaux pluviales devront être en priorité infiltrées pour tout nouveau projet, en cas de rejet aux réseaux d'eaux pluviales le débit devra être régulé.

Le volume de stockage et la surface d'infiltration doivent être dimensionnés pour une pluie d'occurrence décennale.

Le débit de fuite autorisé est de 3 L/s. Le volume minimal de l'ouvrage de régulation est de 2 m³.

Règles relatives aux zones à urbaniser :

Dans le cas où l'infiltration des eaux pluviales n'est pas réalisable le débit de fuite devra être au maximum de 3 L/s/ha conformément aux directives du SAGE Loire Bretagne.

Le choix de la commune pour la régulation des eaux pluviales des zones à urbaniser est la suivante :

- Protection contre une pluie 10 ans si le rejet n'impacte aucun réseau existant à la date d'approbation du zonage pluvial,
- Protection contre une pluie de 30 ans si le rejet d'eaux pluviales se réalise dans un réseau existant.

Trois secteurs sont concernés par ces règles :

Nom	Class ^t PLU	Nom du secteur		Surface (ha)	Coeff. De ruisselem ent (%)	Temps de retour de protection (années)	Surface active (Ha)	Débit de fuite autorisé (L/s)	Volum e à stocker (m ³)
CAL01	1AUa	Rue de Beg Er Lann Sud		2.54	60	10	1.52	7.62	450
CAL02	1AUB	Rue de Beg Er Lann Nord		1.32	60	10	0.79	3.96	235
CAL03	1AUI	Rue du Levant		1.48	40	10	0.59	4.44	150

4-Organisation et déroulement de l'enquête

4.1-Organisation de l'enquête

- La décision du 10 juillet 2019 de M. le Président du Tribunal Administratif de Rennes (E19000208 / 35) me désigne comme commissaire enquêteur pour l'enquête publique sur le projet zonage d'assainissement des eaux usées et pluviales de la commune de Calan,
- Le 27 juin réunion de présentation du dossier en mairie, calage des dates et mise au point des modalités de l'enquête. Présence de M. Le Doussal Pascal (Maire), Mme Le Guen Nathalie pour Lorient agglomération, Mme Hélo Nadia (DGS) et Mme Dumoulin Maëva pour Lorient Agglomération zonages d'assainissement.
L'enquête concernant les zonages d'assainissement des eaux usées et pluviales a été réalisée conjointement avec celle sur la révision générale du Plan Local d'Urbanisme.
- L'arrêté de M. le Président de Lorient Agglomération du 12 juillet 2019 organise l'enquête publique. Elle se déroulera du lundi 26 août à 9 heures au vendredi 27 septembre 2019 à 17 heures,
 - le dossier d'enquête publique et le registre seront consultables en mairie de Calan durant les heures habituelles d'ouverture des bureaux, ce dossier sera également sur le site internet de Lorient Agglomération : www.lorient-agglo.bzh dans la rubrique "en actions" puis "Enquêtes Publiques". Un lien vers les dossiers sera indiqué sur le site internet de la mairie de Calan : www.calan56.fr.
 - le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Calan :
 - lundi 26 août 2019 de 9 h à 12 h,
 - mardi 17 septembre 2019 de 14 h à 19 h,
 - vendredi 27 septembre 2019 de 14 h à 17 h.
- Le 8 août visite de la commune et contrôle affichage ; préparation et visa du dossier en mairie.

4.2-Composition du dossier d'enquête

Les 2 dossiers soumis à enquête comprenaient les pièces listées ci dessous.

Projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales

- Pièces relatives à la procédure d'enquête publique :
 - Décision du Tribunal Administratif désignant le commissaire enquêteur,
 - Délibération du Conseil Communautaire approuvant le projet de zonage et prescrivant l'enquête publique,
 - Arrêté du président de Lorient Agglomération prescrivant l'ouverture de l'enquête publique,

- Avis d'enquête publié dans le « Ouest France » et « Le Télégramme » (1ère insertion),
- Avis d'enquête publié dans le « Ouest France » et « Le Télégramme » (2ème insertion),
- Affichage sur les lieux publics,
- Registre d'enquête.

2. Pièces présentant le projet :

- Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement,
- Rapport de présentation du zonage d'assainissement des eaux pluviales,
- Carte du projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales.

Projet de modification du zonage d'assainissement des Eaux Usées

1. Pièces relatives à la procédure d'enquête publique :

- Décision du Tribunal Administratif désignant le commissaire enquêteur,
- Délibération du Conseil Communautaire prescrivant la révision du zonage d'assainissement des eaux usées,
- Délibération du Conseil Communautaire approuvant le projet de zonage et prescrivant l'enquête publique,
- Arrêté du président de Lorient Agglomération prescrivant l'ouverture de l'enquête publique,
- Notice explicative – textes régissant l'enquête publique, déroulement de la procédure administrative,
- Résumé non technique,
- Avis d'enquête publié dans le « Ouest France » et « Le Télégramme » (1ère insertion),
- Avis d'enquête publié dans le « Ouest France » et « Le Télégramme » (2ème insertion),
- Affichage sur les lieux publics,
- Registre d'enquête.

2. Pièces présentant le projet :

- Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement,
- Rapport de présentation du zonage d'assainissement des eaux usées,
- Carte du projet de zonage d'assainissement des eaux usées.

4.3-Publicité et affichage

4.3.1. Parution dans la presse

Parution, à la demande de Lorient Agglomération, en rubrique annonces légales :

- les 10 août et 27 août 2019 pour Ouest France Edition du Morbihan,
- les 10 août et 27 août 2019 pour Le Télégramme édition Morbihan.

Une copie de ces parutions est jointe au dossier d'enquête.

4.3.2. Affichage de l'avis d'enquête

L'affichage de l'avis d'enquête a été réalisé par la commune sur l'ensemble de son territoire, sur les panneaux communaux et sur des panneaux provisoires. J'ai vérifié certains affichages lors de mes visites sur le terrain. L'ensemble du territoire était bien couvert par 2 affiches A3 sur des panneaux communaux (mairie et école) et 4 affiches A2 sur fond jaune sur des panneaux provisoires (Crêperie des Etangs, Kerchopine, Cléherne et Cosquer). Ces affichages sont repérés sur un plan de la commune joint au dossier d'enquête, ce plan est accompagné des 6 photos de ces avis d'enquête. Ce plan, les photos et le certificat d'affichage de Monsieur le Maire, en date du 30 septembre 2019, sont joints au dossier d'enquête.

4.3.3. Annonce sur le site internet de la commune et de Lorient Agglomération

A partir du 19 août 2019, sur le site internet de la commune, en page d'accueil était annoncée l'enquête publique du 26 août au 27 septembre 2019. Le lien renvoyait sur le site de Lorient Agglomération en rubrique action/enquêtes publiques. Sous l'onglet CALAN l'enquête était présentée, l'adresse de la messagerie pour dépôt des observations : zonagescalan@agglo-lorient.fr, les 2 dossiers étaient consultables et téléchargeables.

Une copie des pages des sites internet de Calan et Lorient Agglo, éditées le 19 août 2019, sont jointe au dossier d'enquête.

4.4-Déroulement de l'enquête publique

Suivant l'organisation définie dans l'arrête de Lorient Agglomération du 12 juillet 2019 l'enquête s'est déroulée du lundi 26 août au vendredi 27 août 2019. Pendant toute la durée de l'enquête les 2 dossiers papier concernant les projets de zonage d'assainissement des eaux usées et pluviales de la commune de Calan, ainsi que les registres d'enquête sont restés à disposition du public en mairie. Ces deux dossiers étaient aussi disponibles pour téléchargement et consultation sur le site internet de Lorient agglomération. Les dépositions étaient également possibles sur une messagerie : zonagescalan@agglo-lorient.fr. Il faut noter que suite à un problème technique cette messagerie a été bloquée a cause d'un problème technique à Lorient Agglo du 14 au 16 septembre. Les dossiers d'enquête étaient consultables sur un poste informatique en mairie.

Le nombre de consultations des dossiers sur le site de Lorient Agglomération n'est pas connu.

J'ai assuré les 3 permanences en mairie.

Les principales dates concernant le déroulement de l'enquête sont les suivantes :

- Le lundi 26 août : Permanence de 9 h 00 à 12 h 00 –contrôle affichage en mairie et aux entrées Nord et Ouest du bourg-Visite de Mme Le Beller concernant le raccordement au réseau AC de la parcelle AA N° 49.
- Le mardi 17 septembre : Permanence de 14h 00 à 19 h 00,
- Le vendredi 27 septembre: Permanence de 14h 00 à 17 h 00,
- Le lundi 7 octobre 2019 : Remise du procès verbal d'enquête en mairie, étaient présents :
 - Mme Dumoulin Maeva pour Lorient agglomération, Direction de l'eau et de l'assainissement
 - M. Le Doussal Pascal-Maire,
 - Mme Le Beller Marie Annick, MM. Fioleau Bernard et Delanoe Gilles,
- Le mercredi 23 octobre 2019 : réception par messagerie du mémoire en réponse au procès verbal d'enquête. Le document papier signé le 23 octobre, envoyé par courrier recommandé avec AR, arrivé le jeudi 24 octobre est joint au dossier d'enquête.

4.5-Bilan de l'enquête

La publicité a été réalisée dans la presse : Ouest France et Le Télégramme dans les délais réglementaires ; l'affichage de l'avis d'enquête réalisé sur tout le territoire de la commune, l'annonce de l'enquête sur le site internet de la commune et sur celui de Lorient Agglomération ont permis une bonne information du public.

Malgré cette information, que j'estime suffisante, le public ne s'est pas intéressé aux dossiers soumis à l'enquête concernant les zonages d'assainissement des eaux pluviales et usées menée conjointement avec celle de la révision générale du PLU. Il faut noter 14 visites en mairie pour consultation des dossiers ou entretien avec le commissaire enquêteur ; les visiteurs pour consultation du dossier sur le site de Lorient Agglomération ne sont pas comptabilisés. Le vendredi 27 septembre à la clôture de l'enquête il

n'y a aucune observation au registre. Il faut noter 7 dépositions sur le registre dématérialisé révision générale du PLU ; un point de la déposition N° 3 concerne le zonage Eaux usées, il s'agit d'une demande de précisions concernant le raccordement de la parcelle AA N° 49 au réseau AC.

5-Examen des observations du public

5.1-Résumé des observations

N° 3 courrier déposé pour l'enquête révision PLU: Mme Le Beller Marie Annick-21, rue de Beg Er Lann-56 240 Calan- Parcelle AA0049 :

Cette parcelle de 8762 m² est constructible dans le PLU en vigueur. Avant de me positionner pour un achat je souhaite des précisions :

- La partie constructible reste-t-elle,
- d'après l'étude Véolia un raccordement à l'assainissement collectif devra être réalisé, qu'en est-il ? Une pompe de relevage s'impose.
- La partie constructible est-t-elle hors du périmètre de sécurité de la canalisation de Gaz ?

5.2-Procès verbal de synthèse

J'ai remis le procès verbal de synthèse le lundi 7 octobre à 11 h en mairie de Calan

Ce procès verbal de synthèse est joint au dossier d'enquête. Il fait le bilan de l'enquête et demande des précisions sur le dossier soumis à enquête. Ces demandes sont reportées au chapitre suivant.

5.3-Questions du commissaire enquêteur au maitre d'ouvrage

5.3.1-Le zonage d'Assainissement Collectif

5.3.1.1-Site de Kerchopine :

Il existe sur la commune de Cleguer un réseau gravitaire d'assainissement collectif, le plan, page 39 de la notice de présentation, ne précise pas si la dizaine de logements de Calan sont raccordés à ce réseau eaux usées. Il semble que la conduite générale de refoulement des eaux usées de la commune rejoigne ce réseau. Le projet de PLU de la commune prévoit une zone d'activité 1 AUI sur le secteur de Kerchopine. Pourquoi ne pas avoir intégré le secteur en assainissement collectif ?

5.3.1.2-Secteurs Sud-est et Nord-ouest du bourg :

Quelle est la justification du retrait de 3 logements route de Kerchopine et de 8 logements route de Guervihan du zonage d'assainissement collectif ?

La notice de présentation donne les raisons suivantes (page 50) :

- l'absence de projet de développement urbain du secteur ou des secteurs voisins,
- techniques et financières (topographie défavorable au raccordement),
- le bon fonctionnement de l'assainissement autonome actuel.

Sans aucune justification. Pourriez-vous préciser les éléments qui ont justifié ce choix ?

5.3.2- Assainissement Non Collectif

5.3.2.1-Site de la crêperie des étangs et abords :

La note de présentation du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Calan ne donne aucun élément de pédologie sur les secteurs classés en assainissement non collectif. Il ne semble pas y avoir eu d'études de sol sur aucun secteur.

En se basant sur la méthode de classification SERP on peut estimer que sur le secteur de la crêperie l'aptitude du sol à l'assainissement non collectif est faible : niveau 3 sur 4. En effet le site est proche du ruisseau, on peut supposer la présence de roche à faible profondeur et la pente du terrain est importante (plus de 7 %).

D'autre part l'eau de l'étang paraît plutôt verte (plus que celle de l'autre étang en aval) ce qui laisse à penser qu'il pourrait servir de récepteur à une partie des eaux usées. L'eau d'un étang alimenté par des sources devrait être plus claire.

Quelle est la justification du maintien des 2 logements et du restaurant (Parcelles D N° 523, 1023, 1024) ainsi que les 2 logements au Sud de la RD (et AB N° 118 et 115) en assainissement non collectif ?

5.3.2.2-Fonctionnement des installations :

Le dossier annonce 12 installations ANC non acceptables, est-il possible de les situer, sont-elles dans des secteurs sensibles ?

Quel est le délai de mise aux normes des installations défectueuses ?

A MUZILLAC le 22 octobre 2019



Alain GUYON

Pièce jointe : Mémoire en réponse au procès verbal d'enquête

**Pôle ingénierie
et gestion techniques**

Personnes chargées du dossier :
Christine AMOSSÉ - Maeva DUMOULIN
Direction eau et assainissement
Tél. : 02 90 74 75 24 ou 36

Monsieur Alain GUYON
6 rue du Pré de la Croix
56190 MUZILLAC

DEA BE - 2019

Lorient,

Objet : Réponses aux observations du commissaire enquêteur
Enquête publique concernant les projets de zonage d'assainissement des eaux usées et de
zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Calan, du 26 août 2019 au 27
septembre 2019

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

A l'issue de l'enquête publique concernant les projets de zonages d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la commune de Calan, vous avez adressé à Lorient Agglomération l'observation d'un particulier, ainsi que vos questions en matière d'assainissement des eaux usées. Vous trouverez ci-dessous les réponses apportées aux différents questionnements.

- **Déposition n°3 à l'enquête publique de révision du PLU par Mme Le Beller, concernant la parcelle AA 49, pour laquelle il est demandé si un raccordement à l'assainissement collectif va être réalisé**

En matière d'assainissement, la parcelle AA 49, ainsi que celles de l'impasse du Clonze Mai, ne sont actuellement pas desservies par un réseau public de collecte des eaux usées. Un réseau d'assainissement collectif existe à l'entrée de l'impasse, rue de Beg Er Lann.

La voie desservant cette impasse est privée, aussi, l'investissement pour la mise en place de l'assainissement collectif seraient à porter par les propriétaires concernés. Par ailleurs, la déclivité du secteur ne permet pas une desserte par un réseau gravitaire. Des postes de relevage privés seraient alors à installer pour chacune des habitations.

Dans la mesure où les terrains présentent une bonne qualité de sol (limono-sableux profond, selon les études de sols réalisées à la parcelle pour certains de ces terrains) et que les installations d'assainissement non collectif existantes de l'impasse sont récentes (une de 2017, une de 2018, un permis de construire en 2019) et présentent un bon fonctionnement, il n'y a pas de projet d'assainissement collectif actuellement. Il conviendrait d'apporter une modification au zonage de manière à classer ce secteur en zone d'assainissement non collectif.

- Questions du commissaire enquêteur

- site de Kerchopine -Logements de Calan raccordés au réseau d'eaux usées de Cléguer non mentionnés sur le plan

En effet sur les dix maisons en limite de la commune de Cléguer, 5 sont raccordées sur le réseau d'assainissement collectif de Cléguer. Il convient d'intégrer ces cinq parcelles au zonage d'assainissement collectif.

- site de Kerchopine -zone 1 AUi au projet de PLU non intégré au zonage d'assainissement collectif

Au regard des contraintes de sols (présence d'une ancienne carrière), il est en effet souhaitable que ce secteur dédié à l'activité économique soit raccordé au réseau collectif. La présence importante de roche est un facteur très contraignant pour la bonne réalisation et le fonctionnement d'une installation non collective. Une étude hydraulique sera nécessaire lors de l'établissement du projet de zone artisanale notamment en raison du profil altimétrique. Le poste de relevage à installer sur la zone pourra être branché sur le réseau de refoulement passant sous la route départementale. Les capacités de la station de Plouay sont suffisantes pour étendre le zonage collectif à cette zone.

- secteurs Sud-Est et Nord-Ouest du bourg -justification du choix de retirer du zonage d'assainissement collectif les 3 logements route de Kerchopine et les 8 logements route de Guervihan

Actuellement, ces parcelles ne sont pas desservies par le réseau d'assainissement collectif. La configuration des lieux ne permet pas un raccordement gravitaire au réseau collectif existant (déclivité entre 4 et 6 mètres).

Les installations autonomes existantes présentent un fonctionnement correct. Quatre études de sols ont été réalisées dans le secteur de la route de Guervihan : les sols sont profonds et permettent la mise en place d'épandages ou de filtre à sable non drainé.

Les terrains présentent une surface suffisante pour la mise en place d'assainissement non collectif.

En termes financiers, les coûts de réalisation d'un réseau de collecte des eaux usées et la mise en place d'un poste de relevage pour chacun des deux secteurs sont présentés dans les tableaux suivants :

Pour la collectivité :

	secteur route de Kerchopine			secteur route de Guervihan		
	à la charge de la collectivité			à la charge de la collectivité		
	quantité	coût unitaire	coût opération	quantité	coût unitaire	coût opération
		(€ HT)	(€ HT)		(€ HT)	(€ HT)
INVESTISSEMENTS			89 600			113 400
collecteur EU sous voirie communale ou en terrain privé	5	200	1 000	100	200	20 000
Coût d'un branchement	3	1000	3 000	8	1000	8 000
refoulement	178	200	35 600	177	200	35 400
poste de relevage	1	50 000	50 000	1	50 000	50 000
FONCTIONNEMENT			6 792			7 268
réseau (forfait 2 %)			1 792			2 268
poste de relevage	1	5000	5 000	1	5000	5 000

Pour les particuliers :

	secteur route de Kerchopine				secteur route de Guervihan			
	à la charge du particulier				à la charge du particulier			
	quantité	coût unitaire	coût opération	Total	quantité	coût unitaire	coût opération	Total
		(€ HT)	(k€ HT)	(k€ HT)		(€ HT)	(k€ HT)	(k€ HT)
INVESTISSEMENTS				9 222				24 592
raccordement	3	1 850	5 550	5 550	8	1 850	14 800	14 800
PFAC	3	1 000	3 000	3 000	8	1 000	8 000	8 000
abonnement &	3	224	672	672	8	224	1 792	1 792
	* base 110 L/j/habitant				* base 110 L/j/habitant			

Soit un coût total par habitation raccordée suivant :

	secteur route de Kerchopine		secteur route de Guervihan	
	Investissement (€ HT/an)	Fonctionnement (€ HT/an)	Investissement (€ HT/an)	Fonctionnement (€ HT/an)
ASSAINISSEMENT COLLECTIF				
A la charge du particulier	8 550	672	22 800	1 792
A la charge de la collectivité	89 600	6 792	113 400	7 268
Total	98 150	7 464	136 200	9 060
Coût total par habitation raccordée	32 717 €		17 025 €	

En comparaison, les coûts de réhabilitation en assainissement non collectif sont les suivants :

	A la charge du particulier		
	Coût unitaire	Unités	Coût opération
	(€ HT)		(€ HT)
Investissements			
Réhabilitation ANC	8 000	11	88 000
Diagnostic et contrôle de conception	600	11	6 600
Total			94 600
Fonctionnement			
Contrôle de fonctionnement	15,00	11	165
Vidange	50,00	11	550
Total			715
Coût d'investissement par habitation :			8 600,00 €

Le coût d'un raccordement au réseau représente au moins le double du prix de la réhabilitation de l'assainissement non collectif, c'est pourquoi il a été envisagé de ne pas maintenir ces secteurs en zonage d'assainissement collectif.

- site de la crêperie des étangs et abords, choix du maintien en zonage d'assainissement non collectif :

Dans ce secteur deux habitations et un restaurant ne sont pas raccordés, du fait de l'éloignement au réseau collectif (distance de 304 mètres par rapport au réseau existant sous voirie publique), et de la déclivité du terrain qui imposerait la mise en place d'un poste de relevage.

Le coût d'un tel raccordement s'élèverait à :

Pour la collectivité :

	secteur Rue des Etangs		
	à la charge de la collectivité		
	quantité	coût unitaire	coût opération
		(€ HT)	(€ HT)
INVESTISSEMENTS			139 400
collecteur EU sous voirie communale ou en terrain privé	128	200	25 600
Coût d'un branchement	3	1000	3 000
refoulement	304	200	60 800
poste de relevage	1	50 000	50 000
FONCTIONNEMENT			7 788
réseau (forfait 2 %)			2 788
poste de relevage	1	5000	5 000

Pour les particuliers :

	secteur Rue des Etangs			
	à la charge du particulier			
	quantité	coût unitaire	coût opération	Total
		(€ HT)	(k€ HT)	(k€ HT)
INVESTISSEMENTS				9 222
raccordement	3	1 850	5 550	5 550
PFAC	3	1 000	3 000	3 000
abonnement & redevance (/an)*	3	224	672	672
		* base 110 L/j/habitant		

Soit un coût total par bâtiment raccordé :

	Investissement (€)	Fonctionnement (€)
ASSAINISSEMENT COLLECTIF		
A la charge du particulier	8 550	672
A la charge de la collectivité	139 400	7 788
Total	147 950	8 460
Coût total par bâtiment raccordé	13 450 €	

En comparaison, la réhabilitation des assainissements autonomes s'élèverait à :

	secteur Rue des Etangs		
	A la charge du particulier		
	Coût unitaire	Unités	Coût opération
	(€ HT)		(€ HT)
Investissements			
Réhabilitation ANC	8 000	2	16 000
Réhabilitation ANC	25 000	1	25 000
Diagnostic et contrôle de conception	600	3	1 800
Total			42 800
Fonctionnement			
Contrôle de fonctionnement	15,00	3	45
Vidange	50,00	3	150
Total			195
Coût d'investissement par habitation :			5 350,00 €

Compte tenu des coûts induits, il n'a pas été envisagé un classement en zonage d'assainissement collectif.

Par ailleurs, une des deux habitations a d'ores et déjà réhabilité sa filière d'assainissement autonome, et une étude de sol et de filière a été réalisée pour le restaurant. Celle-ci prévoit la possibilité de mise en œuvre d'une fosse toutes eaux de 7000 litres et d'un filtre à sable vertical drainé de 50 mètres carrés, compte tenu de la faible profondeur de sol et de sa faible perméabilité. Même si le projet devait évoluer, la superficie du terrain est suffisamment importante pour trouver une solution en assainissement non collectif.

- **Installations d'assainissement non collectif non acceptables, leur situation sur la commune et vis-à-vis des zones sensibles, les délais de mise aux normes si nécessaire :**

Il est possible de situer les 12 installations d'assainissement non collectif classées en non acceptables. Elles sont situées : au village du Guerne (1 installation), au Cosquéric (1), à Kervaillore (1), à Neneslan (1), à Maneduel (1), à Fontaine Maria (2), à Kergueris (1), à Keralloch (1), impasse An Avel (1, mais qui dispose désormais d'un branchement au réseau d'assainissement collectif), à Pollendu (2).

Sur ces douze filières, trois d'entre elles se situent à proximité d'étangs ou de zones humides (les autres sont situées à plus de 80 mètres d'une zone humide ou d'un ruisseau).

Les mises aux normes se font généralement à l'occasion de ventes. En effet, lors de cessions immobilières, lorsque le dispositif d'assainissement est déclaré non conforme, l'acquéreur dispose d'un délai d'un an pour effectuer les travaux de mise aux normes.

Le service contrôle de Lorient Agglomération valide la conception de la filière à mettre en œuvre, et suit la réalisation des travaux.

Par ailleurs, lorsqu'une installation d'assainissement est déclarée non acceptable au moment du contrôle de diagnostic ou de fonctionnement, les propriétaires ont 4 ans pour se remettre aux normes. A l'issue de ces 4 ans la redevance annuelle est doublée si les travaux ne sont pas réalisés tel que mentionné dans le règlement de service de l'assainissement non collectif de Lorient Agglomération à l'article 17.7.

J'espère avoir apporté un éclairage suffisant aux observations formulées, et vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire-enquêteur, l'assurance de mes salutations distinguées.

Le Président,

Norbert Métairie